

JEAN LALOY

## *Le régime soviétique peut-il évoluer ? Un exemple : le XX<sup>e</sup> Congrès*

Le 16 juillet 1921, Tchitchérine publiait dans *L'Humanité* un message à la France. « Nous attendons la désagrégation du système capitaliste, écrivait-il. Lloyd George attend notre apprivoisement. » Dans l'été de 1978, les uns et les autres attendent encore. Laissant pour l'instant de côté la « désagrégation » du capitalisme, on se demandera si le bolchevisme a tendance à s' « apprivoiser ».

Peu de régimes présentent un caractère de permanence aussi tenace que le régime soviétique fondé pourtant sur l'idée de révolution. Quatre dirigeants en soixante ans, et pendant cette période un langage officiel à peu près sans changement. Imagine-t-on en France Léon Blum parlant encore comme Mac Mahon, ou Lamartine avec les mots de Louis XVI ? Aujourd'hui comme en 1920, les responsables de l'Union soviétique présentent leur régime comme unique en son genre, universel dans sa vocation, fondé sur une certitude qu'ils qualifient de « scientifique ». Sous la glace idéologique, sourdent cependant des courants, des réactions ou des aspirations variées. Contrairement à ce qu'on croit souvent, ces mouvements ne passent pas inaperçus des dirigeants. Mais il n'y a pas de dialogue ou, en tout cas, il est en langage codé. Nul ne l'entend que les initiés.

Les fins de règne sont les meilleures périodes pour saisir quelque chose du rapport entre dirigeants et dirigés. Entre la mort de Staline et le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'URSS, certains des traits fondamentaux du régime ont été réexaminés. Quelques pans de la réalité soviétique ont été entr'aperçus. On essaiera ici, à propos du XX<sup>e</sup> Congrès, de présenter l'arrière-plan et les silhouettes des acteurs pour tenter ensuite de découvrir à travers les thèses jusqu'où les

héritiers voulaient aller. On s'interrogera en conclusion sur les équilibres actuels.

### *Un lourd héritage*

Le 6 mars 1953, le petit groupe d'hommes qui a réussi à survivre à Staline connaît le soulagement mais aussi l'anxiété.

A l'intérieur de l'Union soviétique, après plusieurs décennies d'épreuves et de calamités démesurées, la population est sans confiance, sans initiative, sans élan. Face à des tâches immenses, le parti se sent isolé. Comment se rapprocher des masses sans risquer un affaïssement de l'autorité ? Comment maintenir le tranchant du pouvoir sans que le malaise s'aggrave ?

Dans le « camp socialiste », il existe de forts courants centrifuges : on les trouve chez Tito après 1948, chez Mao, lequel depuis 1949 construit le socialisme « dans les conditions de la réalité chinoise », et en Europe orientale où les opinions publiques sont prêtes à se cabrer. Ici aussi les héritiers connaissent un dilemme : qu'ils relâchent ou qu'ils ramassent les rênes, ils risquent la crise et les troubles. La révolte des ouvriers allemands en juin 1953 naîtra d'une tentative de détente (le « Nouveau Cours » annoncé par le SED) suivie d'un durcissement (le relèvement des normes dans l'industrie).

A l'égard des gouvernements occidentaux, le moment est venu de marquer une pause. Après l'échec du blocus de Berlin (1948-1949), la crise de Corée s'achève sur une partie nulle. Staline a donc amorcé la détente dès 1952. Mais ses tentatives sont restées vaines. Il n'a plus de crédit. Les nouveaux dirigeants seront-ils mieux compris ? Jusqu'où peuvent-ils aller dans cette voie sans provoquer un relâchement des énergies à l'intérieur du pays ?

Des problèmes non moins délicats se posent dans les rapports avec les pays sous-développés. Staline, qui les a longtemps négligés, a fini dans sa dernière année par en reconnaître l'importance. Mais le terrain est miné. Reconnaître la valeur du « neutralisme » c'est accepter l'idée d'une troisième voie, troisième voie qui souvent se présente comme socialiste. Faudra-t-il accepter la possibilité de plusieurs types de socialisme ? Ces pays, d'autre part, attendent de l'hémisphère Nord une aide matérielle ou financière. Comment imposer ce nouveau fardeau à un appareil de production qui ne suffit pas aux besoins du pays ?

Où qu'ils regardent, les héritiers trouvent le même dilemme : il faut réviser, reconsidérer les idées, les pratiques, les mots d'ordre, les confronter avec le réel. Comment réviser sérieusement sans tomber dans le « révisionnisme », sans être contraint d'avouer que

les exigences de la réalité sont autres que celles de la théorie ? Si on évite le révisionnisme, on restera loin du réel, on ne changera pas grand-chose. Si on tient compte de tout ce qui a changé depuis 1917, que restera-t-il de l'idéologie ? Si l'idéologie se disloque, que devient le parti ? Sans parti, comment gouverner ? Il ne s'agit pas de scolastique mais de l'exercice du pouvoir.

Certes, celui-ci dispose de grands moyens : une armée puissante, des forces de police, une industrie lourde, un contrôle total de l'opinion, le monopole du commerce extérieur, tout ce qui permet de préserver le pays des influences mauvaises et de bloquer toute velléité de revendication. Mais qui va manier ces leviers ? Et comment répondront-ils ?

### *Les héritiers*

Après le 6 mars, Malenkov, Molotov et Beria occupent le devant de la scène et, avec eux, le parti, l'Etat et la police. Dès le 14, Malenkov doit abandonner ses fonctions au secrétariat du parti, laissant la place au petit dernier, N. S. Khrouchtchev, que ses collègues considèrent comme un peu simplet. A la fin de juin, Beria est abattu. Dès lors, la partie va se jouer entre Malenkov, Khrouchtchev et Molotov.

Sur un point, tous semblent d'accord. Non seulement Staline est bien là où il est mais il ne faut plus en parler. Son nom cesse d'être mentionné, ses effigies se raréfient. Personne ne semble croire qu'en invoquant la mémoire du disparu, on puisse gagner la faveur populaire. Les dirigeants connaissaient donc depuis longtemps les sentiments réels du pays.

Mis à part cet accord négatif, il existe des tendances. L'une, la plus évidente, et dont Molotov est l'un des représentants, accepte d'éliminer les excès du stalinisme mais sans toucher aux structures, aux idées et aux usages du règne précédent : discipline, rôle dirigeant de l'appareil, primat de l'industrie lourde, défiance à l'égard de l'étranger. Bref, le moins possible d'innovations mais suppression de la terreur et donc du rôle exorbitant des services de sécurité.

Un autre point de vue se manifeste dès août 1953 : à l'intérieur, amélioration du sort des paysans, progrès rapides des industries de consommation, détente dans la politique des nationalités ; à l'extérieur, recours constant à la négociation, acceptation d'une certaine diversité, arrêt si possible de la course aux armements. C'est, semble-t-il, la tendance de Malenkov, entravée dès le 14 mars par l'apparition de Khrouchtchev, gênée sans doute en juin par la chute de Beria,

le plus blasé de tous, l'un des plus conscients aussi de la nécessité de lâcher du lest.

Ce sont les deux courants classiques : la résistance et le mouvement. Mais qui dit deux, dit trois. Dans tout mouvement tournant, on observe un groupe qui accélère trop, un autre qui traîne et au centre un troisième qui prend le bon pas. En 1953, ce troisième groupe ne se manifeste pas encore. Il apparaît en 1954 et s'organise autour de Khrouchtchev. A l'intérieur, celui-ci veut relancer le parti et le pays dans de grandes entreprises. A l'extérieur, il cherche les moyens de progresser sans guerre en se tournant vers le Sud tandis que l'Occident est obligé de rester sur la défensive. Khrouchtchev introduit un dynamisme qu'il croit hérité de Lénine, qui n'est peut-être que l'expression de sa personnalité contradictoire, mais qui peut séduire les cadres du parti. Molotov *conserve*, Malenkov détend et risque même parfois de *réviser*, Khrouchtchev veut *renover*.

S'alliant en 1954 aux conservateurs, il amène Malenkov à démissionner le 8 février 1955. Débarrassé de son rival le plus proche donc le plus dangereux, il entraîne aussitôt le parti dans une politique étrangère hardie et se heurte aux groupements des molotoviens. C'est d'eux qu'il triomphera au XX<sup>e</sup> Congrès une première fois, puis, pour de bon semble-t-il, en juin 1957, avant de tomber sous les coups d'une nouvelle coalition en 1964. Dans ces chassés-croisés, de grands changements paraîtront par moments à portée de la main. Mais il n'en sera rien. Beaucoup de bruit pour rien ? Le XX<sup>e</sup> Congrès apporte quelques réponses.

#### *Le XX<sup>e</sup> Congrès (14-25 février 1956)*

Dans les mois qui ont précédé le Congrès, les divergences sont apparues entre les staliniens traditionnels et le groupe rassemblé autour de Khrouchtchev. Lors du Congrès, elles se manifestent dans deux domaines : la dénonciation du culte de la personnalité, la proclamation de la coexistence pacifique.

#### *Le culte de la personnalité*

Dans son rapport au nom du Comité central, Khrouchtchev, le 18 février, n'aborde ce problème qu'obliquement. De Staline, Khrouchtchev ne dit rien sinon que « la mort l'a arraché à nos rangs ». Pas un mot de regret ! Mais (révérence ou prudence ?) le créateur du culte de soi-même n'est jamais désigné par son nom. Les méfaits du régime policier sont attribués à Beria. Le rapport se réfère au retour à la « direction collective », au respect de la « légalité socialiste ». D'une plus grande liberté d'opinion ou d'expression, Khrouchtchev

ne parle pas. Les problèmes de la création scientifique, littéraire et artistique ne sont évoqués que de loin.

Seul, Mikoïan, soutenu au nom des historiens par Mme Pankratova, propose un desserrement des contraintes. Il suggère de mentionner dans les ouvrages à paraître ceux des communistes qui pour s'être trompés plus tard, n'en ont pas moins rendu service en leur temps. Il critique Staline, expressément nommé, pour avoir dit des bêtises dans son opuscule sur les *Problèmes économiques du socialisme* (publié en 1952). Il évoque, au détour d'une phrase, ceux qui ont été « dénoncés à tort comme ennemis du peuple ». Paroles inouïes !

Les autres orateurs, Malenkov y compris, passent rapidement sur ce sujet. Or, depuis 1955, les condamnés réhabilités ont commencé à rentrer. Tout le monde le sait. Si on n'en parle pas, c'est sans doute pour deux raisons : chacun des orateurs risque, comme Beria, d'être dénoncé un beau jour pour son rôle dans telle ou telle affaire. Khrouchtchev mentionne Beria à propos des épurations à Leningrad en 1949. C'est Malenkov qu'il vise. Chacun sait que celui-ci a fait disparaître ainsi les partisans de Jdanov, son rival mort en 1948. Une dénonciation trop claire de Staline risque d'autre part, dans un régime où la police, bien que puissante, a cessé d'être absolue, de provoquer contestation ou révolte.

Les dirigeants, si divisés qu'ils soient, restent complices. Tout s'est passé sans mal jusqu'ici. Il n'y a qu'à continuer. Tous, sans exception, ont introduit dans leur discours un passage contre l'odieux « révisionnisme », la limite à ne pas franchir.

Jusqu'au 25 février, date du discours secret de Khrouchtchev, nul n'avait transgressé ce qu'on pourrait appeler la loi du milieu. Que s'est-il donc passé ? Dans le recueil de ses *Souvenirs* publiés en 1971, Khrouchtchev donne quelques raisons, inégalement convaincantes mais dont ressortent certains points : en 1954, un rapport sur les épurations des vingt dernières années a été demandé par le Présidium (Politburo) à Pospelov, le directeur de l'Institut Marx-Lénine. Sur la base de ce rapport, les réhabilitations ont commencé. Avant la fin du Congrès, Khrouchtchev aurait réuni le Présidium pour suggérer de crever l'abcès. Molotov, Kaganovitch et Vorochilov s'y seraient opposés, craignant d'être vidés comme le bébé avec l'eau du bain. Khrouchtchev veut fournir au Congrès des éclaircissements faute de quoi, dit-il, les condamnés réapparaissant en nombre, le parti sera plongé dans une crise. Peut-être a-t-il des arrière-pensées : briser l'inertie des cadres staliniens et commencer à rénover le parti ; déconsidérer le groupe Molotov et tous les collaborateurs immédiats de Staline afin de se rehausser lui-même ; nommer aux postes devenus

vacants des hommes à lui. Mais il obéit aussi à une nécessité réelle. Comme il l'a dit en 1961 dans son rapport au XXII<sup>e</sup> Congrès, si on avait laissé passer sans rien dire le premier Congrès réuni après la mort de Staline, la tendance conservatrice l'emportait à long terme. L'occasion perdue ne se retrouverait plus.

Mais l'occasion saisie, comment Khrouchtchev n'a-t-il pas compris qu'il ouvrait la boîte de Pandore ? Car après son discours du 25 février, les dirigeants communistes soviétiques sont discrédités. C'est la conclusion de Mao, des Polonais, des Hongrois, et en URSS, celle du mouvement d'opinion qui émerge à partir des années 1960. En prononçant à huis clos un discours fracassant, en en faisant imprimer le texte, Khrouchtchev est dans la position d'un homme qui, d'une main sonne le tocsin, de l'autre met un doigt sur sa bouche. Ce n'est pas la seule contradiction. Car cette philippique contre la tyrannie débouche sur le vide. Selon Khrouchtchev, les épurations antérieures à 1934 étaient justifiées. Le parti, toujours infaillible, n'a rien à se reprocher. Il demeure le seul guide du pays.

Jamais on n'est passé aussi près d'un changement radical (beaucoup plus radical que celui qu'envisageait peut-être Malenkov). Jamais on n'a pris des précautions apparemment aussi vaines pour parer à ce risque. Pourtant elles ont suffi. Et sans doute pour deux raisons principales : l'une est la puissance et l'étanchéité de l'appareil de contrôle. Les révélations n'arrivent à l'opinion qu'amorties et ralenties. La réaction en chaîne ne s'amorce pas. L'autre est le désir de tous les dirigeants, mus par l'instinct de conservation de ne pas laisser les choses aller trop loin. Sur ce point, Khrouchtchev est comme les autres. Moins compromis peut-être, mais compromis cependant. Les arguments puérils qu'il présente pour excepter le parti de la réprobation inévitable prouvent sa gêne. Mais si à court terme l'opération réussit à peu près, à long terme elle est à l'origine d'un mouvement qui n'est pas terminé aujourd'hui.

### *La coexistence pacifique*

On s'étonne de la maladresse des révélations sur la dictature de Staline. On s'étonne aussi de l'imprudence de Khrouchtchev lorsqu'il entrouvre les volets vers l'extérieur en proclamant la coexistence pacifique et la diversité des formes du socialisme. N'a-t-il pas senti que, hors de l'URSS, les remous seraient plus difficiles encore à dominer qu'à l'intérieur ?

En réalité, quelqu'un y a sans doute pensé. Car les thèses présentées dans le rapport du 18 février sont formulées avec précaution.

« La guerre, dit Khrouchtchev, n'est pas *fatalement inévitable*. »

Et il argumente : certes, Lénine l'a dit, tant que durera l'impérialisme, « la base économique de la guerre est toujours présente », mais la situation a changé. Il existe maintenant des forces immenses capables de faire reculer l'impérialisme et, s'il se lance quand même dans la guerre, de lui donner une réplique victorieuse.

« La victoire du système socialiste, continue-t-il, est *certaine*. » Mais elle se fera « sans intervention armée des pays socialistes dans les affaires intérieures des pays capitalistes ». Peu à peu, les travailleurs du monde entier, enflammés par le communisme, se mettront à construire le socialisme.

Comment cela se fera-t-il ? Par deux voies nouvelles : *la diversité des formes du socialisme et la transition pacifique vers le socialisme*, sans recours à la révolution violente. Mais attention ! Le socialisme ne l'emportera que « sous la direction politique de la classe ouvrière dirigée elle-même par son avant-garde ». La prise du pouvoir par le jeu du suffrage universel est possible certes, mais à condition que « la classe ouvrière, groupant autour d'elle les paysans, les intellectuels et les forces patriotiques et repoussant tous les éléments opportunistes (...) conquière une majorité solide au parlement et transforme celui-ci en instrument de la véritable volonté populaire ».

Malgré ces précautions, les mêmes thèses peuvent s'interpréter en sens inverse. La guerre n'est plus inévitable même si l'impérialisme n'est pas encore vaincu ? Ne serait-ce pas le signe que l'impérialisme est devenu inoffensif ? Un impérialisme inoffensif est-il encore impérialiste ? S'il ne l'est plus, le communisme lui-même ne doit-il pas changer ? Où s'arrêtera-t-on ?

De la même façon, si le socialisme peut se réaliser de mille façons, comment s'y reconnaître ? Nehru est-il socialiste ? En voie de le devenir ? Si oui, pourquoi pas Palme, Brandt ou Wilson ? Ici encore, où s'arrêter ?

Ainsi le même texte peut se lire de deux façons : d'une façon on y trouve la puissance, le combat, le primat des partis communistes, la révolution ; de l'autre, la paix, la coexistence, les réformes, un socialisme sans frontières.

En Occident, nombreux furent ceux qui déclarèrent que tout était changé, que le léninisme faisait place à la compétition pacifique et le bolchevisme au socialisme dans son sens large sinon libéral. D'autres, au contraire, ne voyaient dans les nouvelles thèses que camouflage et faux-semblants. Sous la peau d'agneau perçait toujours, à leur avis, le mufle du loup.

Qu'en était-il au juste ? Aucune des deux interprétations n'était bonne. Il n'y avait ni agneau, ni loup, mais un animal assez rude,

non dépourvu de rationalité et se considérant toujours comme d'une espèce à part. Le propre des thèses de 1956 sur la coexistence pacifique était qu'elles permettaient la continuation de la rivalité par d'autres moyens : La guerre ? Non. En tout cas, pas la guerre totale. La paix ? Non. En tout cas, beaucoup plus tard. Entre les deux : tantôt l'un, tantôt l'autre. Tantôt la crise de Berlin, celle de Cuba, celle d'Orient, celle du Congo ; tantôt l'esprit de Genève, celui de Camp David. La ligne ne changeait pas, elle s'étalait en une bande entre les bords de laquelle de multiples choix tactiques devenaient possibles.

Une part de ces contradictions vient de la personne de Khrouchtchev. Mais une autre part vient des circonstances et de la nature des régimes de type soviétique. On le voit quand on jette un coup d'œil sur les événements qui ont fait suite au Congrès.

### *Continuité et changement*

Dès la mort de Staline, des tendances se sont opposées dans les organes supérieurs du parti. Ces oppositions ont pris une forme aiguë entre 1954 et 1957. Elles sont moins visibles depuis la chute de Khrouchtchev, mais on ne peut être certain qu'elles aient disparu. Elles portent sur un problème essentiel : dans quelle mesure laisser le réel faire irruption dans le système idéologique, système sur lequel repose la légitimité du parti, son caractère unique, son unanimité apparente. Pour simplifier, on distinguera les domaines intérieur et extérieur.

A l'intérieur de l'URSS, là où le parti exerce son autorité par un appareil sans défaut, les fortes secousses imprimées par Khrouchtchev, dénonciation de Staline, réformes économiques, initiatives agricoles, réforme des structures du parti, détente avec les artistes et les intellectuels, etc., n'ont pas entamé gravement le monopole idéologique. Le « nouveau cours » n'a pas laissé de grandes traces. Pas de réforme économique réelle, pas de rénovation dans le parti, pas de compromis avec les grands opposants. Les structures ont résisté, la tutelle du parti continue à s'exercer. Une autre méthode plus prudente, plus progressive dans le style de Malenkov, aurait peut-être donné d'autres résultats. Pour l'instant, on constate en URSS moins une normalisation qu'une restauration avec ce que ce terme comporte d'artificiel et de provisoire.

A l'extérieur, les bouleversements sont considérables, les uns positifs, les autres négatifs. Là où, et pour cause, l'appareil du parti ne peut régner, le contact avec la réalité (risque de guerre totale, aspirations des pays du Sud, diversité des voies vers le socialisme)



a été établi et a produit de grands effets. Les rapports entre l'Union soviétique, les puissances occidentales et les pays du Sud ont changé de caractère. Prenons pour point de départ les propos d'un officiel en 1955, cités par A. Sakharov dans son livre *Mon pays et le monde* (1) : « En 1955, un fonctionnaire haut placé du Conseil des Ministres de l'URSS déclara à un groupe de savants rassemblés au Kremlin : « Désormais (...) nous discutons d'une nouvelle politique soviétique « au Proche-Orient. L'objectif à long terme consiste à utiliser le « nationalisme arabe pour susciter des difficultés dans le ravitaillement en pétrole des pays européens et de les rendre ainsi plus « souples. » » Il semble bien que des idées analogues aient été proposées par Khrouchtchev lors de la session du Comité central en juillet 1955. Vingt ans plus tard, ces calculs ne se sont pas révélés entièrement justifiés, mais l'URSS a sans aucun doute ouvert une fenêtre sur les pays du Sud. Elle en tire en Afrique et ailleurs des résultats appréciables. Le problème pétrolier pèse sur les Européens. Dans un autre secteur, l'Union soviétique a établi avec les Etats-Unis, grâce à la parité atomique, des relations particulières qui pourraient un jour troubler l'alliance entre Européens et Américains. On pourrait citer d'autres exemples (confirmation des frontières en Europe et en Allemagne, rapports avec Cuba, etc.). Dans les relations avec le monde extérieur, les thèses sur la coexistence pacifique n'ont pas conduit à une révision idéologique ; elles ont procuré à l'URSS des avantages dont l'un est qu'elles ont été acceptées souvent sans pierre de touche.

La situation est inverse lorsqu'on tourne ses regards vers ce qu'on appelait le mouvement communiste. Ici, la thèse des voies diverses combinée à la révélation des atrocités du stalinisme a pulvérisé l'idéologie : plus de mouvement uni, des querelles durables, une diversité croissante, une baisse radicale du prestige de l'Union soviétique. Ces phénomènes, directement ou non, se rattachent au XX<sup>e</sup> Congrès et ne semblent pas devoir se résorber prochainement. Comment ces faits n'auraient-ils pas, à la longue, un effet sur le « parti-père », renié par ses descendants ?

Là où aucune structure ne s'oppose à la libre pénétration des idées, l'évolution est considérable avec selon les cas des effets positifs ou négatifs. Ce qui empêche le changement c'est l'idéologie incorporée à une structure, à un pouvoir. L'idéologie seule, face à des situations ou à des courants qui la contredisent, s'évapore ou se transforme en objet de musée. L'idéologie, soutenue par un parti et soutenant

(1) Paris, Seuil, 1975, p. 79.

celui-ci, résiste et continue à exercer dans un périmètre défini son effet congélateur.

S'il en est bien ainsi, on doit, pour conclure, s'interroger sur les conséquences de ces faits nouveaux.

Dans le cas probable d'une nouvelle période de succession en URSS, on peut imaginer au moins trois modèles. Dans le premier, les dirigeants prennent conscience des avantages que leur a apportés une politique extérieure plus réaliste, reconnaissent que l'un des piliers de l'idéologie communiste — l'idée d'un mouvement prolétarien universel — s'est écroulé, et admettent qu'à l'intérieur, il faut favoriser la population plus que l'industrie lourde et celle des armements. Dans le second modèle, les successeurs ne parvenant pas à se départager, maintiennent à peu près la ligne actuelle, tout en tentant de trouver avec la Chine des rapports moins hostiles, et en cherchant à tirer profit des tiraillements entre Occidentaux, ainsi que des crises entre ceux-ci et les pays du Sud. Dans le troisième enfin, on peut voir se ranimer l'idée (celle de Khrouchtchev entre 1957 et 1962) que de grands succès de politique étrangère aideraient à rétablir l'autorité de l'URSS spécialement sur les Etats et les partis communistes. Dans ce cas, la politique de développement des forces armées combinée avec des crises périphériques ne provoquant pas directement les Etats-Unis pourrait être envisagée avec les conséquences qu'elle comporterait en URSS, dans le système socialiste, dans les rapports avec le monde extérieur.

On pourrait proposer d'autres scénarios, plus subtils et notamment si on avait l'audace d'imaginer un Occident capable d'adopter une politique à long terme. Les modèles esquissés ci-dessus doivent être évalués en fonction de leur effet sur le nœud essentiel : la possibilité d'une véritable évolution du système soviétique, c'est-à-dire la reconnaissance progressive par les dirigeants que l'histoire ne leur donne aucun privilège et qu'ils doivent chercher les solutions non dans quelque idéologie « scientifique », mais dans une prise de conscience du caractère relatif et provisoire de toute action politique même si on la réfère à des valeurs d'un autre ordre.

Vue en soi, il est certain qu'une telle évolution n'est pas impossible. Vue dans la réalité d'aujourd'hui, il est cependant incertain qu'elle soit possible, en tout cas à bref délai, peut-être même à vue humaine.